

Newsletter Seqlense - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

02 février 2026



Cette semaine, l'actualité réglementaire montre que les marchés financiers, crypto comme traditionnels, entrent dans une nouvelle phase. Il ne s'agit plus seulement de mieux encadrer les produits ni d'améliorer la protection des investisseurs. **Les régulateurs et les pouvoirs publics cherchent désormais à renforcer la crédibilité et l'autonomie stratégique des écosystèmes financiers.**

Dans le secteur des crypto-actifs, l'Europe avance avec MiCA vers un cadre structurant qui impose la gouvernance, la transparence et la professionnalisation des acteurs. Aux États-Unis, les discussions législatives traduisent la même volonté de donner un cadre clair à un marché devenu trop important pour rester en zone grise.

Mais un autre mouvement, plus silencieux, se dessine en parallèle : **la recherche de souveraineté numérique et financière.** La France et l'Union européenne multiplient les initiatives pour réduire leur dépendance à l'égard d'infrastructures, d'outils et de fournisseurs soumis à des juridictions étrangères. Résilience opérationnelle (DORA), contrôle des données, supervision des prestataires technologiques critiques : la réglementation devient également un outil de politique économique et stratégique.

En France, l'annonce du remplacement progressif des outils de communication américains (comme Microsoft Teams ou Zoom) par une plateforme nationale, **Visio**, intégrée à la *Suite Numérique* de l'État, illustre une volonté claire de **contrôler les infrastructures critiques de communication et de collaboration** pour les services publics, sur fond de préoccupations liées à la protection des données et au risque géopolitique.

Ce mouvement ne se limite pas à un simple symbole. Il s'inscrit dans une dynamique plus large, où des États européens redéfinissent leurs priorités face à une dépendance technologique ancienne à l'égard des grandes plateformes américaines. Les inquiétudes alimentées par des tensions politiques transatlantiques, notamment autour de la politique américaine sous l'administration Trump, poussent certains pays à chercher des alternatives locales ou européennes à des briques technologiques jusque-là dominées par des acteurs non-européens.

Pour les investisseurs, ce tournant réglementaire et stratégique n'est pas anecdotique. Il préfigure une **structure de marché où le choix des partenaires technologiques, la maîtrise des données et la résilience des infrastructures deviennent des critères d'évaluation aussi essentiels que les fondamentaux économiques ou la performance financière des actifs.**

Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible à retenir cette semaine est double : **la régulation se déplace des produits aux personnes, puis aux infrastructures, avec le risque géopolitique se matérialisant désormais aussi dans les infrastructures numériques, et influençant les arbitrages réglementaires et économiques.**

D'un côté, les nouvelles orientations européennes relatives aux exigences en matière de connaissances et de compétences des professionnels des crypto-actifs montrent que la protection des investisseurs passe désormais par la **professionnalisation des intermédiaires**. Tous les acteurs ne pourront plus distribuer ou expliquer des produits complexes sans démontrer un socle de compétences reconnu.

De l'autre, les textes européens récents (résilience numérique, supervision des prestataires technologiques, exigences de gouvernance) révèlent une évolution plus profonde : **la fiabilité d'un acteur financier dépend aussi de l'écosystème technologique et juridique dans lequel il opère**. Il n'est plus seulement question de conformité aux normes MiCA, DORA ou AML/CFT. La **maîtrise réelle des outils technologiques et des données, notamment dans des secteurs sensibles comme la finance, les services publics ou les plateformes de communication, devient elle-même une variable de risque ou de confiance majeure.**

Ces éléments signifient en creux que la conformité devient une **barrière à l'entrée structurelle**, pas seulement un coût administratif. Les acteurs adossés à des infrastructures perçues comme plus "souveraines" ou réglementairement mieux maîtrisées peuvent bénéficier d'un **avantage de confiance**. Pour les investisseurs, le risque ne porte plus uniquement sur l'actif ou la stratégie, mais aussi sur la **juridiction, les partenaires technologiques et la chaîne de valeur réglementaire**.

Ce mouvement reste discret dans les valorisations à court terme. Pourtant, il redessine déjà la hiérarchie de crédibilité entre acteurs financiers, un facteur qui pourrait devenir déterminant dans les prochaines années. **L'infrastructure technologique internationale n'est plus neutre ; elle est devenue un facteur de performance, de risque et de régulation**. Pour les investisseurs, anticiper les évolutions de la souveraineté numérique est désormais aussi crucial que de suivre les évolutions des taux ou des régimes fiscaux.

L'essentiel de la semaine : Crypto et Finance Traditionnelle

✦ Europe - MiCA : L'ESMA précise les exigences en termes de compétences et de connaissances du personnel offrant des services liés aux crypto-actifs

L'**European Securities and Markets Authority (ESMA)** a publié des lignes directrices détaillant les critères d'évaluation des **connaissances et des compétences professionnelles** des personnels offrant des services liés aux crypto-actifs. Ce cadre vise à harmoniser les pratiques dans l'UE et à renforcer **la protection des investisseurs** en s'assurant que les acteurs possèdent une compréhension solide des risques, du fonctionnement des crypto-actifs et des obligations réglementaires.

Impact attendu pour les investisseurs

Ces exigences sous-entendent une meilleure protection des investisseurs grâce à des conseils plus qualifiés et plus transparents, ainsi qu'une amélioration potentielle de la qualité des acteurs autorisés. On peut également s'attendre à un **renforcement de la barrière à l'entrée pour les nouveaux entrants**, ce qui peut réduire la concurrence dans certaines niches.

✦ États-Unis - Progression législative mais tensions persistantes

La **Maison-Blanche** organise une réunion clé entre des banques, des acteurs crypto et des législateurs afin de débloquer les points de friction du projet de loi fédéral sur les crypto-actifs (Clarity Act), notamment autour de la question de l'offre d'intérêts sur les stablecoins, sujet de fortes oppositions entre les banques et les acteurs crypto.

Concernant les enjeux, l'alignement politique est crucial pour faire progresser le cadre, et les discussions influenceront également l'acceptation des crypto-actifs comme instruments d'investissement ou de dépôt.

Impact pour les investisseurs

Pour les investisseurs, cela pourrait signifier une avancée vers un cadre plus stable, ce qui pourrait également attirer davantage d'investisseurs institutionnels. Cependant, à court terme, une **incertitude réglementaire persistante**, avec un risque de volatilité accrue des prix des actifs numériques en réaction aux annonces politiques.

✦ États-Unis - Avancement du projet de loi crypto au Sénat américain

Un **projet de loi visant à créer un cadre réglementaire fédéral pour les crypto-actifs** a franchi une étape dans un comité du Sénat américain, bien qu'il soit encore confronté à des divisions partisans et à des désaccords sur le traitement des aspects DeFi et stablecoins

Impact pour les investisseurs

Ce projet de loi est le signe d'un mouvement vers une régulation plus stable à long terme et de la possibilité d'une structure durable des marchés crypto si un compromis est trouvé.

✦ Europe – Non-conformité d'une plateforme de services sur crypto-actifs

La plateforme **Trading 212** a été mise en cause pour avoir vendu des produits liés aux crypto-actifs (*crypto exchange traded notes* ou *ETNs*) sans l'autorisation requise du régulateur britannique, la **Financial Conduct Authority**, soulignant que même les produits « complexes » liés à la blockchain restent soumis à des exigences strictes d'autorisation et de protection des investisseurs.

Impact pour les investisseurs

Pour les investisseurs, dont les européens, cet événement rappelle l'importance de vérifier l'autorisation complète des plateformes. Il s'agit également d'un rappel que même les instruments liés aux crypto-actifs peuvent relever du droit financier traditionnel.

Contexte politique et marchés financiers

Même si ce n'est pas une mesure réglementaire formelle, la **volatilité récente des marchés financiers traditionnels**, en partie liée aux débats politiques autour de la politique monétaire américaine, illustre la sensibilité accrue des actifs risqués, y compris les crypto-actifs, aux **enjeux politico-réglementaires et aux attentes quant à l'évolution des règles encadrant les marchés financiers et monétaires**.

A surveiller :

Les principaux éléments à surveiller sont les décisions de politique monétaire, qui influencent à la fois les actifs traditionnels et numériques, ainsi que les débats réglementaires (taux, stabilité bancaire, transparence fiscale) susceptibles d'impacter l'allocation sectorielle.

Europe et France – Souveraineté numérique: l'Europe et la France se mobilisent

Cette semaine, la souveraineté numérique est passée d'un concept politique à un enjeu tangible d'indépendance stratégique. Deux développements récents illustrent cette dynamique en France et en Europe :

La France remplace Teams et Zoom par une plateforme souveraine

Le gouvernement français a annoncé qu'il allait progressivement abandonner des outils de communication américains (comme Microsoft Teams ou Zoom) au profit d'une plateforme nationale intégrée à la « Suite Numérique » de l'État. L'objectif affiché est de reprendre le contrôle des infrastructures critiques de collaboration et de communication, particulièrement sensibles en matière de sécurité des données publiques et privées. Cette initiative s'inscrit dans une volonté plus large de limiter l'exposition aux risques liés à des fournisseurs étrangers et à des juridictions dont les lois relatives à l'accès aux données peuvent être jugées intrusives.

Un mouvement européen amplifié par les tensions géopolitiques

Plus largement, des États membres de l'Union européenne repensent leurs stratégies numériques face à une dépendance de longue date aux grandes plateformes technologiques non européennes. Les tensions politiques internationales, notamment les incertitudes quant à la politique américaine et à son approche des données privées, ont accéléré ce réveil. Concrètement, cela se traduit par une volonté affirmée d'investir dans des solutions locales ou européennes, qu'il s'agisse de cloud, de cybersécurité ou d'infrastructures critiques, afin de renforcer l'autonomie stratégique du continent.

Impact pour les investisseurs

La souveraineté numérique n'est plus un sujet abstrait ; elle devient un facteur de risque et d'opportunité sur les marchés financiers et technologiques. Les entreprises européennes capables d'offrir des solutions souveraines (cloud, cybersécurité, communication sécurisée) sont susceptibles de bénéficier d'un effet de préférence réglementaire et institutionnel. À l'inverse, une forte dépendance aux plateformes non européennes peut être perçue comme un risque stratégique, notamment dans des secteurs régulés tels que la finance, les services publics ou la gestion de données sensibles.

Ce virage vers l'autonomie technologique complète les évolutions réglementaires déjà en cours (DORA, MiCA et d'autres) et redessine les critères d'évaluation de la valeur à long terme des acteurs du numérique et de la finance.

Contexte global et tendances à surveiller

L'Europe affirme une ambition stratégique claire : **renforcer sa souveraineté technologique et financière** à travers des cadres tels que MiCA et DORA, ainsi que des initiatives nationales en matière d'infrastructures numériques. Cette dynamique pourrait favoriser l'émergence d'acteurs européens dans le cloud, la cybersécurité et les services financiers digitaux.

Parallèlement, la montée des exigences en matière de compétences, de gouvernance et de conformité transforme la régulation en un **véritable filtre de qualité**. Tous les acteurs ne pourront pas absorber ces contraintes, ce qui pourrait accélérer la consolidation du marché autour d'acteurs plus solides. Les standards appliqués aux crypto-actifs convergent ainsi vers ceux de la finance traditionnelle, ce qui signale une intégration durable des marchés numériques au sein du cadre financier mondial.

Dans le même temps, le **facteur géopolitique devient structurel** : la localisation des données, le choix des fournisseurs technologiques et les juridictions d'implantation sont désormais des critères d'analyse clés. Les infrastructures numériques rejoignent les matières premières et les flux commerciaux dans la cartographie des risques stratégiques.

Enfin, les décisions de politique monétaire et les orientations fiscales continuent d'influencer la valorisation des actifs, soulignant l'importance d'une **lecture croisée entre macroéconomie et régulation** pour comprendre les dynamiques de marché.

La tendance de fond est claire : **la confiance des marchés repose de plus en plus sur la solidité réglementaire, la qualité des infrastructures et la stabilité géopolitique**. Les investisseurs devront intégrer ces paramètres structurels dans leurs analyses, car ils conditionnent désormais la durabilité des modèles économiques autant que la performance financière à court terme.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Seqlense Newsletter - Decoding regulations for investors

02 February 2026



This week, regulatory news shows that financial markets, both crypto and traditional, are entering a new phase. It is no longer just a question of better regulating products or improving investor protection. **Regulators and public authorities are now seeking to strengthen the credibility *and* strategic autonomy of financial ecosystems.**

In the crypto-asset sector, Europe is moving forward with MiCA towards a structured framework that imposes governance, transparency and professionalisation on market participants. In the United States, legislative discussions reflect the same desire to provide a clear framework for a market that has become too important to remain in a grey area.

But another, quieter movement is emerging in parallel: **the quest for digital and financial sovereignty**. France and the European Union are stepping up initiatives to reduce their dependence on infrastructure, tools and suppliers subject to foreign jurisdictions. Operational resilience (DORA), data governance, and oversight of critical technology providers: regulation is also becoming a tool for economic and strategic policy.

In France, the announcement of the gradual replacement of American communication tools (such as Microsoft Teams and Zoom) with a national platform, **Visio**, integrated into the State's *Digital Suite*, illustrates a clear desire to **control critical communication and collaboration infrastructures** for public services, against a backdrop of concerns about data protection and geopolitical risk.

This movement is not limited to a simple symbol. It is part of a broader dynamic in which European states are redefining their priorities in the face of long-standing technological dependence on major American platforms. Concerns fuelled by transatlantic political tensions, particularly around US policy under the Trump administration, are prompting some countries to seek local or European alternatives to technological building blocks that have until now been dominated by non-European players.

For investors, this regulatory and strategic shift is not insignificant. It heralds a market structure in which the choice of technology partners, data control, and infrastructure resilience are becoming evaluation criteria as essential as economic fundamentals or asset financial performance.

The weak signal to remember from the week

There are two weak signals to remember from this week: **regulation is shifting from products to people, then to infrastructure, with geopolitical risk now also materialising in digital infrastructure and influencing regulatory and economic trade-offs.**

On the one hand, new European guidelines on knowledge and skill requirements for crypto-asset professionals show that investor protection now requires the **professionalisation of intermediaries**. Not all players will be able to distribute or explain complex products without demonstrating a recognised skill set.

On the other hand, recent European texts (digital resilience, technology provider supervision, governance requirements) reveal a deeper shift: a financial player's reliability also depends on the technological and legal ecosystem in which it operates. It is no longer just a question of compliance with MiCA, DORA or AML/CFT standards. **The actual mastery of technological tools and data, particularly in sensitive sectors such as finance, public services or communication platforms, is itself becoming a major risk or trust variable.**

These factors imply that compliance is becoming a **structural barrier to entry**, not just an administrative cost. Players backed by infrastructures perceived as more 'sovereign' or better regulated may benefit from a **trust advantage**. For investors, the risk no longer relates solely to the asset or strategy, but also to the **jurisdiction, technology partners and regulatory value chain.**

This movement remains discreet in short-term valuations. However, it is already redrawing the hierarchy of credibility among financial players, a factor that could become decisive in the coming years. International technological infrastructure is no longer neutral; it has become a factor in performance, risk and regulation. For investors, anticipating developments in digital sovereignty is now as crucial as tracking changes in interest rates or tax regimes.

This week's highlights: Crypto and Traditional Finance

✦ Europe - MiCA: ESMA clarifies the skills and knowledge requirements for staff providing crypto-asset services

The **European Securities and Markets Authority (ESMA)** has published guidelines detailing the criteria for assessing the **professional knowledge and skills** of staff offering crypto-asset services. This framework aims to harmonise practices across the EU and strengthen **investor protection** by ensuring that operators have a solid understanding of the risks, the functioning of crypto-assets and regulatory obligations.

Expected impact for investors

These requirements imply better investor protection through more qualified and transparent advice, as well as a potential improvement in the quality of authorised players. We can also expect a **higher barrier to entry for new entrants**, which may reduce competition in certain niches.

✦ United States - Legislative progress but persistent tensions

The White House organises a key meeting between banks, crypto players, and legislators to resolve points of contention in the federal crypto-asset bill (Clarity Act), particularly around offering interest on stablecoins, a subject of strong opposition between banks and crypto players.

Political alignment is crucial to advancing the framework, and the discussions will also influence the acceptance of crypto assets as investment or deposit instruments.

Impact for investors

For investors, this could mean a move towards a more stable framework, which could also attract more institutional investors. However, in the short term, there is **persistent regulatory uncertainty**, with a risk of increased volatility in digital asset prices in response to policy announcements.

✦ **United States - Progress of the crypto bill in the US Senate**

A **bill to create a federal regulatory framework for crypto assets** has passed a milestone in a US Senate committee, although it still faces partisan divisions and disagreements over the treatment of DeFi and stablecoins.

Impact for investors

This bill signals a move towards more stable regulation in the long term and the possibility of a sustainable structure for crypto markets if a compromise is reached.

✦ **Europe – Non-compliance of a crypto-asset service platform**

The **Trading 212** platform has been called into question for selling crypto-asset-related products (*crypto exchange traded notes* or *ETNs*) without the required authorisation from the UK regulator, the **Financial Conduct Authority**, highlighting that even ‘complex’ blockchain-related products remain subject to strict authorisation and investor protection requirements.

Impact for investors

For investors, including those in Europe, this event serves as a reminder of the importance of checking that platforms are fully authorised. It is also a reminder that even instruments linked to crypto-assets may be subject to traditional financial law.

✦ **Political context and financial markets**

Although not a formal regulatory measure, the **recent volatility in traditional financial markets**, partly linked to political debates surrounding US monetary policy, illustrates the increased sensitivity of risky assets, including crypto-assets, to **political and regulatory issues and expectations regarding changes in the rules governing financial and money markets**.

To watch:

The main elements to watch are monetary policy decisions, which influence both traditional and digital assets, as well as regulatory debates (rates, banking stability, fiscal transparency) that may impact sector allocation.

✦ **Europe and France – Digital sovereignty: Europe and France take action**

This week, digital sovereignty moved from being a political concept to a tangible issue of strategic independence. Two recent developments illustrate this dynamic in France and Europe:

France replaces Teams and Zoom with a sovereign platform

The French government has announced that it will gradually phase out American communication tools (such as Microsoft Teams and Zoom) in favour of a national platform integrated into the State's 'Digital Suite'. The stated objective is to regain control of critical collaboration and communication infrastructures, which are particularly sensitive in terms of public and private data security. This initiative is part of a broader desire to limit exposure to risks associated with foreign suppliers and jurisdictions whose data access laws may be considered intrusive.

A European movement amplified by geopolitical tensions

More broadly, European Union member states are rethinking their digital strategies in the face of long-standing dependence on large non-European technology platforms. International political tensions, particularly uncertainties surrounding US policy and its approach to private data, have accelerated this awakening. In concrete terms, this translates into a clear desire to invest in local or European solutions, whether in cloud computing, cybersecurity or critical infrastructure, in order to strengthen the continent's strategic autonomy.

Impact for investors

Digital sovereignty is no longer an abstract concept; it is becoming a factor of risk and opportunity in the financial and technology markets. European companies capable of offering sovereign solutions (cloud, cybersecurity, secure communication) are likely to benefit from regulatory and institutional preference.

Conversely, heavy dependence on non-European platforms may be perceived as a strategic risk, particularly in regulated sectors such as finance, public services and sensitive data management.

This shift towards technological autonomy complements the regulatory changes already underway (DORA, MiCA and others) and is reshaping the criteria for assessing the long-term value of digital and financial players.

Global context and trends to watch

Europe is asserting a clear strategic ambition: to strengthen its technological and financial sovereignty through frameworks such as MiCA and DORA, as well as national initiatives in digital infrastructure. This dynamic could encourage the emergence of European players in the cloud, cybersecurity and digital financial services.

At the same time, increasing requirements in terms of skills, governance and compliance are transforming regulation into a **genuine quality filter**. Not all players will be able to absorb these constraints, which could accelerate market consolidation around stronger players. The standards applied to crypto-assets are thus converging with those of traditional finance, signalling the sustainable integration of digital markets into the global financial framework.

At the same time, the **geopolitical factor is becoming structural**: data location, choice of technology providers and jurisdictions of establishment are now key criteria for analysis. Digital infrastructure is joining raw materials and trade flows in the mapping of strategic risks.

Finally, monetary policy decisions and fiscal guidelines continue to influence asset valuations, highlighting the importance of a **cross-reading between macroeconomics and regulation** to understand market dynamics.

The underlying trend is clear: **market confidence increasingly depends on regulatory soundness, infrastructure quality and geopolitical stability**. Investors will need to factor these structural parameters into their analyses, as they now determine the sustainability of business models as much as short-term financial performance.

Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.